

# Tribune libre

Entretien avec M. Michel FOUCHER

Directeur de la formation, des études  
et de la recherche de l'Institut des Hautes  
Etudes de Défense Nationale

Sur le thème :

Les Républiques d'Asie centrale

Entretien conduit et réalisé le 18 février, par Julie Thevenet<sup>2</sup> et Stéphane Cholleton<sup>3</sup> dans le cadre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

Comment aborderiez-vous la question des frontières en Asie-centrale ?

163

Le point de départ demeure l'année 1991. Il est indispensable de distinguer les frontières politiques internes à l'ancienne Asie centrale soviétique, et les frontières politiques externes antérieures à 1991. Ce sont deux sujets bien distincts.

Afin d'aborder correctement la problématique des frontières en Asie centrale, il est ainsi nécessaire de distinguer 3 catégories :

- **L'Asie centrale et les frontières internationales antérieures à 1991.** Auparavant, les frontières ne concernaient finalement que l'Iran, l'Afghanistan, la Chine et l'URSS. Il n'y avait aucun contentieux avec l'Iran et l'Afghanistan. De l'autre côté, les frontières entre l'Union Soviétique et la Chine avaient été réglées malgré quelques contentieux notamment dans le Pamir avec le Tadjikistan actuel<sup>4</sup> et avec le Kirghizistan actuel<sup>5</sup>.
- **L'Asie Centrale et les frontières avec la Russie.** Cela ne concerne finalement que le Kazakhstan. Il existe, depuis un traité signé en 2005<sup>6</sup>, une délimitation frontalière entre ces 2 pays. Cette longue frontière (6846 km) constituait autrefois la limite administrative entre les Républiques socialistes d'Asie

centrale et le territoire russe. Elle demeure une frontière d'autant plus complexe que le Transsibérien transite toujours via le Kazakhstan et qu'une forte minorité russe réside dans le nord du pays. Les Kazakhs, afin de bien marquer que la république kazakhe indépendante avait les capacités de contrôler l'ensemble de son territoire, ont ainsi déplacé leur capitale Almaty vers Astana située au nord du Kazakhstan. Ce phénomène, toujours en cours, a été surnommé « kazakhisation ».

– **Troisièmement, le statut des nouvelles frontières internes à l'Asie centrale :**

- Kazakhstan-Kirghizistan
- Kazakhstan-Ouzbékistan
- Kazakhstan-Turkménistan
- Ouzbékistan-Turkménistan
- Ouzbékistan-Tadjikistan
- Ouzbékistan-Kirghizistan
- Kirghizistan-Tadjikistan

– **Auxquelles on peut ajouter les frontières autour de la « Mer Caspienne » :** Turkmènes, Azerbaïdjanais, Iraniens, Russes, Kazakhs, se la partagent à présent. Le désaccord porte principalement sur le statut de la Caspienne, à savoir si elle est un lac ou bien une mer. A ce jour aucun consensus n'a été trouvé.

164

Après 1991, qu'est ce qui a changé ?

Rien en ce qui concerne l'Iran et l'Afghanistan, sauf la problématique de sécurité pour l'Afghanistan. L'Iran au contraire a bénéficié d'une plus grande ouverture, car le nord du pays est bordé par le Turkménistan qui l'alimente en gaz (au nord du pays).

En revanche, de nombreuses négociations ont été conduites entre la Chine et le Kirghizistan, et ont finalement abouti à une cession de territoire de la part du Kirghizistan. La frontière avec le Tadjikistan fut de même réglée (pour réemployer le terme du XVIIIème siècle) via un accord bilatéral.

Enfin, des négociations sont en cours avec la Russie.

Entre la Chine et le Kazakhstan, 3 facteurs furent déterminants:

- la forte communauté ouïgoure au Kazakhstan,
- l'encadrement du Xinjiang, pour des questions sécuritaires,

– l'ouverture d'une multiplicité de routes et ports terrestres frontaliers.

La Chine a ainsi mis fin aux contentieux frontaliers dans les années 90 avec des accords de délimitation et démarcation largement à son profit illustrant sa politique de « grignotage ».<sup>7</sup>

Ces questions réglées, la Chine a conclu de nouveaux accords d'échange commerciaux.

Et concernant les frontières internes à l'Asie centrale postsoviétique ?

Ces limites, qui avaient été tracées dans les années 20 sur la base des revendications locales et régionales, sont devenues du jour au lendemain des frontières d'Etats. L'irruption de ce nouveau découpage constitua alors un phénomène nouveau. Ces Etats neufs se sont lancés dans des politiques de construction nationale, affirmant bruyamment leur identité nationale le plus souvent sous le joug de régimes autoritaires.

L'impact de la transformation des limites administratives va considérablement perturber l'économie locale, désorganiser les réseaux hydrauliques de ces zones d'irrigation, et peser sur le sort des minorités ethniques se trouvant dans les différents pays. Ceci en particulier dans les enclaves de la vallée de Fergana jusqu'à atteindre des sommets critiques. Ainsi, la révolte d'Andijan, attribuée par Tachkent à une menace islamiste, mériterait dans son interprétation d'être creusée et replacée dans son contexte<sup>8</sup>. Dans cette vallée, problématiques sociales et économiques se superposent. A cela s'ajoute le durcissement des régimes aux frontières, qui n'a fait que dégrader la cohabitation des différentes ethnies vivant dans cette région.

De nombreuses études de l'OSCE, malheureusement non publiques, mettent en exergue les phénomènes d'arbitraire, de corruption et la violence persistante, le tout dans ce contexte de « nouvelles frontières » où il est impossible de circuler sans contrôle.

L'Ouzbékistan bloque ses frontières alors qu'on parle de phénomène de « route de la soie », pouvez-vous nous l'expliquer ?

Le concept de « Route de la soie », a été remis d'actualité pour des questions de sortie d'Afghanistan mais c'est un concept qui

à mon sens est à oublier. Il reflète davantage la volonté d'un certain nombre d'Etats de pérenniser les voies de négociations difficiles avec les Ouzbèkes.

C'est aussi une question de rivalité entre transports maritime et routier. Chinois comme Américains aiment ce concept mais il demeure à mon sens insignifiant.

Des partenariats transfrontaliers ont été établis entre la Chine et les RACs, notamment sur les questions énergétiques et les transports. Quelle est la réalité de ces partenariats aujourd'hui ?

Partenariats ? On ne peut pas appeler cela ainsi. Cela relève davantage d'une relation acheteur/vendeur. L'intérêt pour les acteurs, qu'ils soient Russes ou Chinois, réside surtout dans la diversification. Il existe une stratégie d'investissement chinoise comme en atteste la construction, en moins de deux ans, du gazoduc entre le Kazakhstan et la Chine.

Pékin a bien sûr une stratégie en Asie centrale<sup>9</sup> et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)<sup>10</sup> est un de ses outils. La Chine a par ailleurs une stratégie en Afghanistan, notamment concernant les ressources minières. L'Afghanistan, frontalier des Républiques d'Asie centrale, représente également un verrou empêchant l'Inde de « s'imposer » dans la région. S'ajoute à cela des chemins de fer, et la volonté de désenclavement de l'Afghanistan via le Tadjikistan.

Alors effectivement, compte tenu de ces nouveaux accords et de la construction de la « northroad » pour transformer le corridor nord, le concept de « route de la soie » prend son sens.

Ces gouvernements craignent-ils des révoltes similaires à celles qu'ont connues les pays arabes ?

Ils ont clairement observé ce qui se passait dans le monde arabe et ont verrouillé leurs Etats. Si cela bouge, c'est parce que la question des successions se pose. Toutefois, il convient de différencier sur ce point le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Le premier est plus grand, avec des ressources considérables et mène une politique multisectorielle. Il est en effet dans toutes les structures (Union Eurasiatique, coopération avec les Américains, OSCE, OCS) tout en étant dans une logique d'indépendance. Et c'est un bon choix.

Le gouvernement ouzbèke a quant à lui cherché à renforcer son contrôle sur les citoyens, indiquant que les autorités perçoivent le danger de possibles troubles en Ouzbékistan.

Mais finalement, ce qui mine le plus ces pays demeure les « guerres de clans », en particulier dans ce contexte de succession.

Et en ce qui concerne les intérêts français dans la région ?

Le Kazakhstan est un pays clef de la région par son pétrole (gisement de Kachagan en mer Caspienne notamment), et surtout pour l'uranium. Le pays regorge de mines, où tout reste encore à faire. Les transferts de technologies constituent également un secteur intéressant pour la France.

Le Turkménistan, aussi, est stratégique même s'il est plus secondaire en raison de l'implantation de Bouygues et du gaz.

En revanche, nous n'entretenons plus de bonnes relations avec l'Ouzbékistan particulièrement depuis la révolte d'Andijan de 2005.

167

Nous sommes effectivement présents au Kirghizistan du fait de la base de Manas<sup>11</sup> et au Tadjikistan pour le contrôle du trafic de drogue.

Et peut-on, selon vous, associer la Mongolie à l'Asie centrale ?

Certainement pas. Les Mongoles tentent de desserrer l'étau, tout comme les Kazakhs. Ils sont en pleine révolution et tentent d'exister entre la Chine et la Russie. A ce titre, ils ont construit la « théorie du 3<sup>e</sup> voisin<sup>12</sup> ». Les Mongols ont une très forte identité nationale et une forte connaissance de leur position géopolitique. Ils ont, de par leur culture, une vision compressée de l'espace temps, une vision de cavalier. Ils sont allés jusqu'à Kiev et Bagdad. La Mongolie constitue un pays fascinant pour un géographe. C'est un laboratoire d'étude géopolitique, avec de vrais stratèges. C'est un pays en transition.

## Et concernant le rôle de l'Iran dans la sécurisation régionale ?

L'Iran joue déjà un rôle dans la sécurisation de l'Ouest afghan, notamment dans la région de Herat. Le régime de Téhéran est dur vis-à-vis des trafiquants de drogues, ne serait-ce qu'en raison de la consommation interne. On est à présent dans une économie d'offre et non de demande. La production abondante en Afghanistan a incité les trafiquants à ouvrir de nouveaux marchés de la drogue qui n'existaient pas auparavant, comme à Novossibirsk. Il y a, sur les questions de lutte contre le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan, une véritable coopération russo-euro-américaine mettant malheureusement à l'écart l'Iran.

Il est à mon sens absurde de ne pas parler avec l'Iran, qui est un pays majeur de la zone. L'Iran n'a plus de relations diplomatiques avec les Etats-Unis depuis plus de 30 ans. L'Iran n'est pas la Corée du Nord. Le régime n'est pas « sympathique », et l'offre d'Obama a certainement suscité les discussions et les dissensions. De plus, à côté de cela, nous avons fait alliance avec des régimes wahhabites sunnites conservateurs, ce qui se retournera peut-être contre nous.

168

On ne peut pas également avoir de règlement de la question afghane sans y associer les pays de la région dont l'Inde, la Chine et la Turquie. Mais il faut l'aborder de façon fragmentée. Tout le monde a fait des erreurs concernant l'Asie centrale. Les Turcs ont considéré qu'elle était turcophone, alors qu'elle est linguistiquement simplement de la famille turcique. L'Asie centrale est propice aux idées fausses, stéréotypes, et représentations.

## Qu'en est-il des luttes d'influence dans la région ?

Il y a clairement une tentative de reprise en main par la Russie, ne serait-ce que par l'Union Eurasiennne. Les Kazakhs l'acceptent car ils sont également dans l'OCS, dont la Chine est membre.

Le rôle de la Chine est croissant lorsqu'on étudie le commerce extérieur des pays d'Asie centrale, alors que le commerce avec la Russie diminue. Par ailleurs, des millions de Russes ont quitté l'Asie centrale mais le russe demeure la langue courante dans la région.

Il s'agit de nouveaux Etats, qui n'ont jamais eu d'Etats ni de structure régionale centre-asiatique en quête d'identités natio-

nales. Leurs relations sont donc très mauvaises, ce qui en soit, demeure logique entre régimes autoritaires.

## Et en ce qui concerne la construction identitaire des pays d'Asie centrale ?

L'Ouzbékistan a toujours existé, ce qui simplifie le problème pour les Ouzbeks.

Pour les Kazakhs, la question était plus complexe étant donné qu'il était nécessaire d'unifier toutes les hordes. En outre, dans le nord du pays, ils étaient minoritaires face aux Russes. Et cette construction identitaire s'est faite contre la Russie. Le Tadjikistan ne s'est quant à lui pas encore remis de sa guerre civile<sup>13</sup> et le Turkménistan est clairement une dictature. Le Kirghizistan, pays carrefour, plus ouvert, demeure très instable et est donc sous surveillance. Des bases militaires russe<sup>14</sup> et américaine cohabitent sur le même territoire. Il est évident que ce pays est le théâtre de rivalités et de guerres d'influence. Les Américains y sont présents mais ne constitue pas pour eux une priorité. Ils essaient plutôt de s'en défaire car l'Asie centrale perd à leurs yeux de son importance, à mesure que la question afghane se dégonfle.

169

Finalement, l'Asie centrale est davantage un lieu de coopération américano-russe, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue, des routes, des questions de sécurités. Dans ces domaines, la coopération fonctionne effectivement.

Les Russes sont en définitive mécontents du retrait d'Afghanistan des forces de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), car des militants du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) s'entraînent dans le nord du Pakistan et en Afghanistan. C'est une question qui est à ce jour loin d'être réglée.

*par Stéphane Cholleton et Julie Thevenet* ■

1. Géographe et diplomate, le Dr Michel Foucher a été ambassadeur de France en Lettonie (2002-2006), conseiller du ministre des Affaires étrangères (1997-2002), envoyé spécial dans les Balkans et le Caucase (1999), directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1999-2002) et ambassadeur en mission sur les questions européennes (2007). Il est professeur des universités depuis 1989, en poste à l'École normale supérieure de Paris (depuis 2007). Il rejoint l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) en 2010. Ses premières recherches sur la géopolitique des frontières ont été réa-

lisées en 1984-1986 à la Fondation des études de défense (avec le général Lucien Poirier). Consultant pour la Direction des affaires stratégiques (DAS) et le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), il a réalisé de nombreuses missions de terrain dans des zones de crise. Il est également membre du conseil scientifique de la Fondation Robert Schuman (depuis 2006) et codirecteur du Rapport annuel sur l'état de l'Union (éditions Lignes de Repères, depuis 2007).

2. Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN et de l'équipe de : [novivostok.wordpress.com](http://novivostok.wordpress.com), Julie Thevenet est diplômée d'un master en Sécurité Globale de l'Université de Bordeaux 4 et d'un master en Science Politique à l'Université de Prague.

3. Responsable du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN, géographe et diplômé d'HEC en management des risques internationaux Stéphane Cholleton a notamment travaillé sur les relations entre la Chine et les Républiques d'Asie centrale.

4. « Il a fallu attendre janvier 2011 pour que l'accord de démarcation de la dyade avec la Chine dans les montagnes du Pamir devienne effectif après un siècle et demi d'incertitude et de différend. » (Michel Foucher, 2007, p.29)

5. « ces accords correspondent à des négociations par la République populaire de Chine, manière d'effacer le siècle de la honte et des traités inégaux, tout en assurant quelques gains territoriaux au nord du Pakistan, du Népal [...] et plus récemment à l'est des montagnes du Kirghizstan » (Michel Foucher, 2007, p.28)

6. « Le traité de délimitation signé à Moscou en 2005, après six années de négociations, par Poutine et Nazarbaïev a été présenté comme la confirmation par la Russie de la reconnaissance de la souveraineté kazakhe et a pris effet le 1er janvier 2007. Manière de rassurer les Kazakhs, les « hommes libres », sur l'intégrité de leur territoire, un temps mis en cause par Alexandre Soljenitsyne qui envisageait l'annexion des oblasts septentrionaux russophone (30%) par la Russie. » (Michel Foucher, 2007, p.132)

7. « La Chine, pays du milieu, se pense par rapport aux Etats extérieurs. Son ascension pacifique implique une affirmation d'un statut régional à objectif stabilisateur en direction de voisins tributaires qui constituent son espace de sécurité. Sa politique frontalière doit être perçue comme une preuve de ses intentions pacifiques. » (Michel Foucher, 2007, p.28)

8. « Sur le terrain, les nouveaux Etats ont fait prévaloir l'impératif territorial [...] sur les logiques spatiales, celles de la circulation. Il en a résulté une dégradation des conditions de vie ainsi que des tensions politiques graves, en Ouzbékistan d'abord, à Andijan dans la vallée de Fergana, où la terrible répression des émeutes de mai 2005, justifiée officiellement par une menace islamiste, sanctionnait une révolte à fondement socio-économique, liée à la politique de fermeture des frontières proches. » (Michel Foucher, 2007, p.142)

9. En février dernier, la Chine, via une société d'Etat chinoise, a obtenu les droits d'exploitation du port de Gwadar (Pakistan), une nouvelle preuve à sa maturité géostratégique.

10. L'Organisation de coopération de Shanghai rassemble la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Elle succède au groupe de Shanghai et est institutionnalisée en 2001. L'OCS est destinée à traiter les questions de sécurité en Asie centrale et à coordonner la lutte contre les trois fléaux : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux.

11. « Le Kirghizstan s'était rallié dès l'automne 2001 à la coalition anti-terroriste en accueillant sur son territoire à Manas les forces américaines et celles de 11 pays de la coalition. La base américaine de Manas, rebaptisée centre de transit en 2009, a hébergé un détachement aérien français composé de 6 Mirages et de 2 ravitailleurs de mars à octobre 2002 puis, de 2006 à 2009, un détachement comprenant 1 ravitailleur C-135 et une trentaine d'aviateurs. Les États-Unis souhaitent en renouveler le bail qui expirera en 2014. » France diplomatie (2013).



*Présentation du Kirghizstan* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/kirghizstan/presentation-du-kirghizstan/article/presentation-5089>. [Consulté le 17 mars 2013]

12. « La politique d'équilibre entre ses « deux grands voisins » constitue le fondement de la politique extérieure de la Mongolie. La Russie est le premier fournisseur du pays. Les relations économiques avec la Chine progressent rapidement, celle-ci étant désormais son premier investisseur, son premier client, et son deuxième fournisseur. Oulan Bator attache par ailleurs une grande importance au développement de ses relations avec ses « troisièmes voisins » – Etats-Unis, Japon, Corée du Sud, Union Européenne, Allemagne et France – qui sont les principaux donateurs bilatéraux de la Mongolie. L'UE est le troisième partenaire commercial de la Mongolie (8,4% de ses échanges extérieurs) et un bailleur de fonds important. » France Diplomatie (2012). *Présentation de la Mongolie* [en ligne], disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/mongolie/presentation-de-la-mongolie/>. [Consulté de 17 mars 2013]

13. « Les craintes de déstabilisation sont loin d'être superflues, dans une région où les lignes de fractures, ethniques, régionales, politiques, sont importantes. Le scénario du pire a déjà été vécu au Tadjikistan. De 1992 à 1997, une terrible guerre civile eu lieu. Le pouvoir en place, ou les « anciens communistes », se confrontèrent à une opposition dite islamiste. La guerre fit 50 000 morts dès sa première année. Elle provoqua des destructions colossales : on parle de 7 milliards de dollars de destruction pour 1992 seulement. » Didier Chaudet (2008). *L'Asie centrale vouée à la guerre civile ? Réflexions à partir du cas tadjik* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.diploweb.com/L-Asie-centrale-vouee-a-la-guerre.html>. [Consulté le 17 mars 2013].

14. « La coopération militaire s'est traduite par la création d'une base militaire russe à Kant en octobre 2003, première base russe ouverte hors de Russie depuis la fin de l'URSS. » France diplomatie (2013). *Présentation du Kirghizstan* [En ligne]. Disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/kirghizstan/presentation-du-kirghizstan/article/presentation-5089>. [Consulté le 17 mars 2013]